

Une génération entière est née dans les camps de Dadaab, au Kenya, où 400 000 réfugiés somaliens ont fui la guerre qui déchire leur pays depuis vingt-cinq ans.

# Quand les camps deviennent des villes

**CONFLITS** Rony Brauman constate qu'avec le temps, les camps de réfugiés tendent à devenir de véritables entités urbaines. Un phénomène qui prend de l'ampleur.



D. R.

Par Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières, professeur à l'université de Manchester (HCRI) et membre du Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (Crash) de MSF ([www.msf-crash.org](http://www.msf-crash.org)).

**I**l n'est guère de marqueur des transformations géopolitiques plus sensible que le réfugié. Non pas la personne réfugiée en tant que telle, mais le phénomène des réfugiés, les représentations qui le rendent visible, les discours auxquels il donne lieu. De ce point de

vue, l'année 2016 aura été celle d'un ébranlement comme l'Europe n'en avait pas connu depuis la guerre d'ex-Yougoslavie. Celle-ci fut d'ailleurs gérée par les gouvernements européens sous l'angle de l'endiguement des flux : on estimait à deux millions le nombre de personnes déplacées à l'intérieur des frontières de ce pays, et seule une infime partie d'entre elles a franchi ces frontières.

En désaccord sur le règlement politique de ce conflit, les pouvoirs européens étaient parvenus à agir militairement de concert pour le contenir dans les limites territoriales de la Yougoslavie. A leurs yeux, les camps de réfugiés n'avaient plus leur place en Europe, l'ex-Yougoslavie était ainsi appelée à devenir un modèle de gestion internationale des réfugiés ou déplacés. Rappelons que, selon la terminologie fixée par le droit humanitaire, un réfugié est une

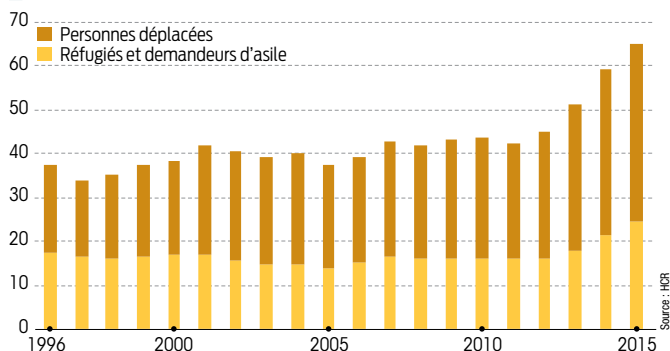
personne qui fuit des persécutions ou des violences et qui se trouve hors de son pays ; lorsqu'elle fuit son lieu de résidence mais se trouve à l'intérieur du pays dont elle a la nationalité, il s'agit d'une « personne déplacée ». Le HCR, l'agence des Nations unies chargée d'apporter assistance et protection aux réfugiés, s'était vu attribuer pour la première fois lors de la guerre d'ex-Yougoslavie la compétence d'agir pour les personnes déplacées.

## Territoires humanitaires

Loin d'être une simple extension bureaucratique de son domaine d'action, cette nouvelle compétence manifestait une mutation de la perception et de la gestion des mouvements de populations dans les pays en guerre et à leur périphérie. Jusqu'alors, c'est-à-dire pendant la guerre froide, le camp de réfugiés était le modèle, voire l'emblème : le nombre de réfugiés avait constamment augmenté depuis la fin des années 1970, en rapport avec une intensification des conflits liés à l'affrontement Est-Ouest. Car si la détente était à l'ordre du jour en Europe, ce n'était pas le cas en Amérique centrale, en Afrique australe et orientale et en Asie centrale, où les conflits faisaient rage, provoquant l'exode de millions de personnes qui cherchaient à échapper à la guerre, ou fuyaient l'oppression comme ce fut le cas pour les pays d'Indochine passés au communisme. ▶

## BEAUCOUP PLUS DE DÉPLACÉS QUE DE RÉFUGIÉS

Evolution du nombre de personnes déplacées et réfugiées, en millions



Entre 1976 et 1983, le nombre des réfugiés recensés par le HCR est ainsi passé de moins de trois à près de douze millions. Majoritairement regroupés dans des camps où leur sécurité était assurée au prix de leur liberté, ils bénéficiaient de l'assistance internationale prodiguée par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales (ONG).

Territoires humanitaires par excellence, les camps n'étaient cependant pas que cela ; ils étaient aussi des sanctuaires pour les forces de guérilla, le plus souvent anticommuniste, opérant dans le pays d'origine, qui y recrutait et y prélevaient différentes ressources. La plupart de ces camps ont peu à peu disparu au cours des années qui ont suivi la fin de la guerre froide. La majorité des réfugiés sont retournés dans leurs pays d'origine lorsque le conflit a pris fin, ou se sont installés dans le pays d'accueil. Seule une infime minorité ont été réinstallés dans un pays occidental.

Avec la disparition de l'URSS, les camps de réfugiés ont perdu leur valeur stratégique, mais les conflits armés n'ont pas disparu pour autant. Les mouvements forcés de population se sont donc poursuivis, l'Afghanistan demeurant, au fil des guerres qui ont suivi son invasion par l'armée rouge, l'un des premiers producteurs de réfugiés et déplacés. C'est toutefois principalement à l'intérieur des pays concernés que l'aide internationale a alors été mise en œuvre, à la faveur de déploiements de forces de maintien de la paix, selon le « modèle » yougoslave dont il était question plus haut.

Les conflits du Soudan (Darfour et Sud-Soudan) en fournissent une illustration récente : le nombre des réfu-

giés dans les pays voisins (environ 250 000) était sans commune mesure avec celui des déplacés internes (plusieurs millions). Notons toutefois que l'extension de la guerre civile du Soudan du Sud a poussé ces derniers mois

## Quartiers périphériques

500 000 personnes vers l'Ouganda voisin, lequel ne s'est pas estimé menacé dans son existence, comme certains le disaient en France à propos des 6 000 demandeurs d'asile de Calais.

“ Le temps où les camps de réfugiés représentaient un moment critique mais fugitif est décidément révolu ”

Ces derniers font en effet l'objet d'un décompte spécifique et sont placés sous l'égide d'une agence dédiée des Nations unies, l'Unrwra, car ils sont antérieurs à la convention de 1951 sur les réfugiés qui fonde le HCR : ce sont les réfugiés de la guerre de 1948 et leurs descendants. A Gaza comme en Cisjordanie et au Liban, ils vivent dans des quartiers spécifiques. Ceux-ci sont parfois désignés sous le nom de « camps » alors qu'ils ne se distinguent pas à l'œil nu du reste des habitations. Ils existent dans l'esprit de tous comme des entités urbaines à part.

Ces camps-villes où vivent les plus anciens réfugiés de notre époque préfigurent-ils le futur des réfugiés et des déplacés ? Si l'on ne peut généraliser cette situation, on doit constater que le phénomène s'étend. Le plus grand « producteur » de réfugiés et de dé-

placés est aujourd'hui la Syrie : quatre millions de Syriens ont quitté leur pays, mais deux fois plus sont déplacés à l'intérieur des frontières de la Syrie, dont un tiers d'entre eux vivant en camp. Les autres sont dispersés au sein de la population locale.

Les « camps » du Darfour, où se sont regroupés les deux millions de villageois chassés de chez eux au plus fort de la guerre, sont devenus des quartiers périphériques des villes de cette province. Il en va de même des camps de Dadaab, au Kenya, qui datent de 1992 et où sont aujourd'hui réfugiés 400 000 Somaliens fuyant la guerre qui se poursuit dans leur pays depuis vingt-cinq ans. Une génération entière est donc née dans cette agglomération, qui n'est plus un camp sans être pour autant une ville. Ses habitants demeurent des étrangers aux yeux des autorités kenyanes, qui menacent de les renvoyer en Somalie. Les Darfouriens déplacés restent toutefois des Soudanais, qui ne sont

pas sous le coup d'une menace d'expulsion, comme celle qui pèse sur les Somaliens de Dadaab. Quant aux Palestiniens, qui peut dire le sort qui les attend en Cisjordanie et au Liban ?

Sous l'apparence commune de camps devenus des agglomérations se cachent des réalités humaines et politiques radicalement différentes. Le règlement des conflits qui en sont à l'origine relevant à court terme du vœu pieux, les pays concernés et le dispositif de l'aide sont donc condamnés à parer au plus pressé : ici soutenir un programme d'urbanisation, là aider à la réinstallation dans un pays d'accueil, y compris en Europe, ou encore assister des rapatriements partiels. Le temps où les camps de réfugiés représentaient un moment critique mais fugitif est décidément révolu. ■

**9<sup>e</sup> FESTIVAL DE GÉOPOLITIQUE**  
GRENOBLE  
9-11 MARS 2017

**9<sup>e</sup> Festival de géopolitique de Grenoble**

Rony Brauman est l'un des nombreux intervenants du Festival de géopolitique de Grenoble (du 8 au 11 mars), dont *Alternatives Economiques* est partenaire et qui a pour thème cette année « Le pouvoir des villes ».

Programme sur [www.festivalgeopolitique.com](http://www.festivalgeopolitique.com)